

ÉTATS-UNIS : AVANT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE L'AMÉRIQUE DANS LA TOURMENTE

page 11

6 556
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



LICENCIEMENTS, LA DÉFERLANTE COMMENT S'Y OPPOSER ?

Pages 3 et 4



Les travailleurs de la CAMIF, dans l'unité CGT et CGT-FO, en manifestation pour la sauvegarde de leur emploi, le 25 octobre 2008. (AFP)

RETRAIT DU PLAN SARKOZY INTERDICTION DES LICENCIEMENTS!

L'actualité politique et sociale
A l'initiative du comité
de Roquebrun, délégation
le 26 novembre
à l'Assemblée nationale. page 5

Le "sens des responsabilités"
des dirigeants du PS
et du PCF. page 6

Vie du parti
Le combat pour la construction
du POI, pour la rupture avec
l'Union européenne. pages 8 et 9

L'actualité internationale
Italie. Avec les enseignants
et les étudiants, c'est toute la
population qui se dresse. page 12

"La Chine
est à un carrefour." page 13

Dossier international
Bosnie-Kosovo.
Un modèle pour l'Europe ? page 14

Courrier
Nos lecteurs nous écrivent.
page 15

**Informations ouvrières. Profitez de notre offre exceptionnelle.
Pour tout nouvel abonné : 12 numéros : 10 euros**

Y a-t-il un autre moyen ?

UNITÉ avec le gouvernement ? Ou bien unité pour bloquer la politique du gouvernement ? En cette période de crise qui menace les fondements de la société, la question est posée à tout le mouvement ouvrier. Le 23 octobre, Sarkozy a déclaré : « Nous risquons d'être confrontés partout à la révolte des classes populaires. » C'est un fait : les patrons multiplient les plans de « dégraissage », profitant de la situation pour l'aggraver encore et « purger » les secteurs jugés non rentables. La révolte gronde dans le pays. Et pourtant, le même Sarkozy, deux jours plus tôt, avait déclaré : « La crise que nous traversons ne doit en rien retarder les réformes. Elle doit au contraire les accélérer. » Ce jour-là, Sarkozy mettait en place la commission Balladur/Mauroy chargée, dans un parfait consensus droite/gauche, d'accélérer le démantèlement de la République...

Faut-il aider le gouvernement à accélérer les contre-réformes ? Faut-il l'aider en participant à la commission Mauroy/Balladur ou à la commission Ailleret chargée de préparer la privatisation de La Poste ? Faut-il l'aider en participant aux prétendues discussions sur les contre-réformes à

l'école, à la santé ? Faut-il l'aider, en s'abstenant de manière favorable sur le plan des 360 milliards d'aide aux spéculateurs, comme l'a fait le Parti socialiste la semaine dernière ?

Les coups pleuvent. Renault ferme pour plusieurs semaines, PSA réduit son activité de 30 %, la CAMIF est liquidée. Faut-il aider le gouvernement dans ses contre-réformes ? Ce 28 octobre, Sarkozy a annoncé un plan de précarisation généralisée, sous couvert de « sécurité sociale professionnelle » (lire p. 4). Pièce maîtresse du plan : l'extension du contrat de transition professionnelle (CTP) supposé renforcer les garanties des travailleurs privés d'emploi. Mais une fois le CTP fini, que se passe-t-il ? Selon *Les Echos*, 6 travailleurs sur 10 se retrouvent sur le carreau après le CTP. Et Sarkozy exige des syndicats ouvriers qu'ils mettent au point avec lui la « feuille de route » de cette mesure anti-ouvrière !

Face aux vagues de suppressions d'emplois, le mot d'ordre est simple, celui posé dans l'unité des travailleurs et des syndicats à la CAMIF : « Retrait du plan, maintien de tous les emplois. » C'est le mot d'ordre des enseignants : « Retrait des mesures de Darcos, maintien du bac. » C'est le mot d'ordre

des hospitaliers : « Retrait de la contre-réforme, maintien des hôpitaux, retour à la Sécurité sociale de 1945. » C'est le mot d'ordre de tous les fonctionnaires : « Retrait du plan de 50 000 suppressions d'emplois. »

De tous les secteurs de la classe ouvrière, monte une exigence qui tend à rassembler en un mot d'ordre : « Retrait du plan, de tous les plans, maintien des emplois, de tous les emplois, interdiction des licenciements, de tous les licenciements. » Cela suppose que les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie rompent tout fil qui les relie aux plans de Sarkozy offrant 360 milliards pour les spéculateurs, plans dictés par l'Union européenne et la Banque centrale européenne (BCE).

Oui, la situation est dramatique. Mais elle n'est pas désespérée. Sarkozy a raison de s'inquiéter de la révolte des classes populaires. Elle mûrit dans tout le pays. Elle appelle une réponse claire : l'unité des travailleurs et des organisations, tous ensemble, dans l'action de classe unie pour faire reculer le gouvernement, interdire les licenciements, bloquer la spirale infernale.

Y a-t-il un autre moyen ?

INFORMATIONS OUVRIÈRES tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef : Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières 87, rue du F^{bs}-Saint-Denis, CS 30016 - 75479 Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23. Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration- abonnements :

Maïthé Dayan Tél. : 01 48 01 88 22 01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal : à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex

E-mail informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Avec Darcos, jamais ma grand-mère n'aurait pu devenir directrice d'école

PAR FRANÇOIS CHAINTRON

LES spécialistes de la « communauté éducative » font des colloques et discutent à n'en plus finir sur les méthodes pédagogiques, l'élévation du niveau de qualification... Bref, font des grands discours sur la couleur des papiers peints pendant que la maison s'effondre... Le démolisseur en chef, M. Darcos, agissant en tant que mandataire des responsables de l'OCDE et de l'Union européenne, veut porter un coup terrible à l'école édifiée par les fondateurs de la République, à l'école qui a permis à des générations d'enfants de familles ouvrières, d'employés, d'artisans, de paysans, de pouvoir devenir instituteurs et professeurs. Dans la panoplie des « diplômes » de la contre-réforme universitaire de LMD, les ministres ont choisi d'imposer le niveau du master pour pouvoir enseigner tout en liquidant les structures qui existaient encore après la fermeture des écoles normales en 1989 (1), les IUFM, dissoutes dans les universités autonomes.

Ils ne pourraient pas le faire sans l'accord des dirigeants de l'Unef, qui ont trahi les étudiants mobilisés il y a deux ans contre le LMD imposé par l'Union européenne. Mais la conscience de cette mobilisation existe toujours. Comme existe toujours la conscience chez les travailleurs que l'école publique, c'est leur école, que ce soit dans les communes rurales ou dans les cités des banlieues. Quelle famille, aujourd'hui, peut s'engager à financer cinq ans d'études supérieures ? Alors que nous sommes à la veille de l'effondrement de tout le système, dans

un nombre croissant de secteurs, les salariés n'acceptent ni les licenciements ni la perte de pouvoir d'achat, nous devons dénoncer cette mesure, qui s'accompagne évidemment de la destruction des concours, du contenu et du caractère national des programmes, et du statut de la fonction publique. Aujourd'hui, jamais ma grand-mère, fille d'agriculteur, n'aurait pu devenir directrice d'école maternelle. Tout cela est camouflé derrière la pseudo-élévation du niveau de qualification, qui a servi à tous les mauvais coups contre le statut de la fonction publique ! C'est la même chose que la suppression de la catégorie D (et du certificat d'études) présentée comme un progrès, qui a préparé le terrain aux TUC, emplois jeunes et autres « contrats » pourris... C'est une mesure d'urgence que de revendiquer que les enfants des salariés puissent être recrutés avec un vrai salaire le plus tôt possible pour devenir professeurs de l'enseignement public, fonctionnaires d'Etat ! C'est une mesure d'urgence que l'école publique redevenue l'école du peuple !

(1) Rappelons que ces Ecoles normales d'instituteurs permettaient à un jeune, dès 16 ans, d'être rémunéré pour devenir instituteur. Elles ont été fermées par Pétain et rouvertes à la Libération, puis reformées par Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, en 1989. Il existait également pour le secondaire des Instituts préparatoires à l'enseignement secondaire permettant aux jeunes d'être fonctionnaires stagiaires, donc rémunérés pendant leurs études.

Lettre à Michel Charasse

PAR GEORGES BARDIN

MEMBRE du comité de Clermont-Ferrand du Parti ouvrier indépendant, j'ai eu connaissance de votre réponse relative à la défense du service public de La Poste.

Une de vos phrases a plus particulièrement retenu mon attention : « Mais je ne vois pas ce que nous pouvons faire ? » (...).

Lorsque, en juillet 1940, à Vichy, les parlementaires de la III^e République, estimant, sans doute, qu'il n'y avait plus rien à faire, ont accordé dans leur majorité les pleins pouvoirs à Pétain, quatre-vingts d'entre eux, profondément républicains, les ont refusés.

Dans la période qui s'est alors ouverte, j'étais élève d'un petit collège public du département. Des images restent à jamais gravées dans ma mémoire : l'apprentissage de *Maréchal, nous voilà* par une enseignante en tenue « retrouvée » de religieuse ; le contrôle en classe de la parfaite connaissance du chant ; les commentaires sur les « paroles appuyées du Chef » (...).

Adolescents, nous résistions, à notre façon, contre une idée unique qui censurait un Zola dans les bibliothèques en rejetant les plaisanteries dont

était l'objet un camarade juif (...). Peu de temps après, dans les maquis d'Auvergne, je me suis trouvé avec des aînés estimant qu'ils pouvaient, avec de grands risques, refuser de répondre au Service du travail obligatoire, s'engager contre l'Occupation et le régime corporatiste et collaborationniste de Vichy, et certains dans la lutte « pour continuer 1936 » (...).

Pour concrétiser ce combat, à la Libération, j'ai rejoint les Jeunesses socialistes. Puis, pour le poursuivre, j'ai rejoint les rangs du Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale.

Après ces temps historiques, j'ai poursuivi la lutte dans des associations de jeunesse laïques et des organisations du mouvement ouvrier (...).

Qu'aurions-nous pu faire alors, pendant de nombreuses années, contre les guerres coloniales d'Indochine, de Madagascar, d'Afrique noire, d'Afrique du Nord, notamment la guerre d'Algérie, sinon résister (...)?

Qu'aurions-nous pu faire contre la mise en place, depuis des dizaines d'années, d'une Europe qui n'est pas celle des peuples, sinon résister (...)?

Pour la défense du service public de La Poste, qu'ont fait à ce jour 3 500 élus signant l'appel de Roquebrun, qui se prononce pour le rétablissement du monopole d'Etat sur La Poste et pour l'abrogation des directives européennes qui y ont mis fin ?

La crise actuelle du système capitaliste entraîne une régression sociale mondiale rarement atteinte. Que pouvons-nous faire sans rompre maintenant avec une Union européenne (...)?

Que faudrait-il faire ? Se rassembler, exploités et exploités, dans une union nationale, une « union sacrée », dans « l'intérêt général » ?

Je ne suis pas un donneur de leçons : les leçons de l'histoire suffisent, et je me souviens.

Cette lettre n'est que le simple témoignage d'un ancien maquisard, militant républicain et laïque, qui ne peut subir sans réagir et qui affirme toujours que l'homme fait son histoire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Sénateur-Maire, à mes sentiments dévoués au socialisme, à la République et à la démocratie, la devise du Parti ouvrier indépendant qui se construit.

(Extrait d'une lettre du 24 octobre)

